



Déclaration préalable de la FSU au CHSCT de mardi 11 décembre 2018

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

À situation exceptionnelle réponse exceptionnelle ou pas... Les annonces d'Emmanuel Macron hier soir confèrent plus à la langue de bois et à l'enfumage qu'à une vraie compréhension des tensions actuelles.

Depuis plusieurs semaines, c'est un mouvement social protéiforme qui se déploie partout en France. Ses racines plongent dans les politiques néolibérales menées depuis des années qui ont construit une société de plus en plus inégalitaire. La question que ce mouvement renvoie est donc bien celle de la répartition des richesses entre le capital et le travail.

La France n'a jamais connu plus de millionnaires. Depuis plus de vingt ans les inégalités progressent alors que la richesse augmente.

La place des organisations syndicales est bien aux côtés de celles et ceux qui se mobilisent actuellement sur les questions de justice fiscale, sociale et climatique tout en refusant les boucs émissaires habituels des discours racistes, antisémites ou xénophobes.

Nous appelons à une autre répartition des richesses et à l'urgente nécessité de placer la transition écologique et solidaire au cœur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète. Ce sont les mobilisations multiples dans les entreprises comme dans la rue, par la grève et par l'action, qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés pour que ces changements s'imposent.

La FSU de l'Oise appelle les collègues à se mettre en grève le 14 décembre et à manifester à Beauvais et Compiègne.

Aujourd'hui, dans un climat très dégradé, et face à une colère qui s'étend (salariés, chômeurs, retraités, lycéens...), le gouvernement s'enferme dans sa politique de casse sociale et répond par la répression policière, notamment à l'égard de la jeunesse.

Le vendredi 14 décembre peut être une journée de convergence des luttes pour la justice sociale !

- Pour la justice fiscale (rétablissement de l'ISF, mais aussi de l'impôt sur les revenus du capital, annulation du CICE et de sa transformation en baisse de cotisations patronales, etc.) ;
- Pour l'augmentation des salaires, retraites, indemnités de chômage et toutes les allocations et aides sociales ;
- Pour le développement de tous les services publics dans le cadre des statuts de la fonction publique ;
- Pour le maintien et le renforcement des systèmes actuels de retraite par répartition.
- Pour la fin de parcours sup, de la sélection à l'entrée à l'Université et le maintien du caractère national du baccalauréat

Pour les personnels de l'éducation nationale, il s'agit également d'exprimer le rejet, du traitement violent et humiliant des manifestations et mobilisations, notamment celles des lycéen-es partout en France et dans de nombreuses villes de l'Oise depuis la semaine dernière-et qui se poursuivent encore. Mais aussi de participer à la construction d'un mouvement social d'ampleur, nécessaire pour stopper ce gouvernement dans ses projets de casse sociale, ainsi que d'exprimer leur refus de la politique éducative de Jean-Michel Blanquer qui va amplifier les inégalités scolaires, et dégrader encore les conditions de travail des personnels (évaluation des enseignants, temps de travail, effectifs...) et d'exiger de meilleurs salaires pour tous les personnels, y compris celles et ceux sous contrats, qui se retrouvent totalement exclus des annonces.

L'heure est à l'ouverture immédiate de négociations sur l'ensemble de ces revendications.

Pour finir, nous dénonçons le comportement encore récent des forces de l'ordre qui n'hésitent pas à utiliser la force, les gaz lacrymogènes aux abords des écoles et établissements obligeant au confinement les personnels et élèves.